

Le Figaro, no. 19934

Le Figaro, mardi, 2 septembre 2008, p. 2

RectoVerso

Majorité La gestion de l'UMP est de plus en plus critiquée par le chef de l'État.

Sarkozy et Devedjian : petits agacements entre amis

Judith WAINTRAUB

L'AVEU est de Patrick Devedjian lui-même : il lui arrive de « s'engueuler » avec Nicolas Sarkozy. Le secrétaire général de l'UMP l'a admis dimanche au « Grand Jury » RTL-Le Figaro-LCI, tout en essayant de minimiser les rumeurs sur les tensions avec le président. Des bruits qu'il a qualifiés de « très exagérés », mais dont de nombreux visiteurs de l'Élysée peuvent certifier qu'ils correspondent à la réalité des sentiments présidentiels. Rien de ce que son ancien lieutenant fait ne trouve grâce aux yeux de Nicolas Sarkozy. Il lui reproche, en vrac, la chute des adhésions à l'UMP - elles sont tombées à 210 000 alors qu'elles atteignaient près de 370 000 en janvier -, le trop faible soutien du parti à son action et à sa personne, et la mollesse de ses réactions aux attaques du PS.

Ce qui n'est rien comparé au tombereau de récriminations que lui inspire l'attitude du président des Hauts-de-Seine dans son ancien département. Son comportement l'horripile, notamment vis-à-vis des Balkany, avec lesquels il entretient depuis près de trente ans une amitié qu'il n'a jamais éprouvée pour l'ancien maire d'Antony. Sarkozy estime aussi que Devedjian dilapide son héritage par une gestion sans ambition. Sa colère a atteint son comble en juillet, quand son successeur a annoncé son intention de « nettoyer les écuries d'Augias ». Il visait des pratiques en vigueur sous le règne de Charles Pasqua, mais le chef de l'État s'est senti personnellement mis en cause. Au paroxysme de la crise, fin juillet, Devedjian lui a envoyé un petit mot auquel il n'a pas répondu. Il a expliqué pourquoi à un connaisseur des affaires des Hauts-de-Seine : « Je ne peux pas lui parler, sinon j'exploserais ! »

Patrick Devedjian était donc de bonne foi, dimanche, quand il a affirmé au « Grand Jury » n'avoir « jamais entendu » Nicolas Sarkozy l'accuser de « casser » l'UMP et les Hauts-de-Seine. Pour autant, il ne se fait plus d'illusion sur ce que le président pense de lui. Il sait que, quand l'occasion se présentera, il sera remplacé au parti et à la tête du département. Il connaît même le nom de son successeur au conseil général : Jean Sarkozy. Le fils du président s'est passé de l'autorisation de son

père quand il a lancé, en juin, son OPA sur le groupe UMP du département. Mais depuis, ils ont forcément envisagé ensemble la suite de sa carrière : l'Assemblée nationale dès que Joëlle Ceccaldi-Reynault démissionnera de son mandat de député pour se faire élire au Sénat, en 2011, puis le conseil général. D'ici là, Nicolas Sarkozy ne semble pas désireux de se mêler des affaires de son ancien département. Du moins, pas publiquement. En juillet, il avait confié à quelques élus du cru qu'il se rendrait à la rentrée à un comité départemental de la fédération des Hauts-de-Seine. Ses responsables ont soumis trois dates à l'Élysée, sans obtenir de réponse. Finalement, le comité devrait se tenir le 15 septembre, et l'entourage du président a fait savoir qu'il ne faudrait « pas trop compter sur sa présence ».

La semaine dernière, Nicolas Sarkozy avait déjà renoncé à se montrer à Royan, où les Jeunes Populaires tiendront leur université d'été les 5, 6 et 7 septembre. La raison invoquée était la même : il ne voulait pas risquer d'entacher une stature internationale fraîchement acquise en replongeant dans un climat partisan. Ce qui ne signifie pas qu'il se désintéresse de l'UMP. Au contraire : il est bien décidé à surveiller de près la « nouvelle étape » qu'il a lancée en avril, après l'échec des municipales. C'est à cette époque que, faute de trouver un remplaçant à Patrick Devedjian, il l'avait encadré de deux secrétaires généraux adjoints, Xavier Bertrand et Nathalie Kosciusko-Morizet, rejoints depuis par Christian Estrosi. Le ministre du Travail aurait le bon profil pour diriger le parti. Il en a l'ambition et il serait même prêt pour cela à abandonner son portefeuille, comme il l'a confirmé en juin en expliquant au Figaro que « la vie politique n'est pas que gouvernementale ». Mais il juge aujourd'hui que c'est trop tôt pour se consacrer à un appareil militant qui ne se remettra à fonctionner à plein régime que lorsque la précampagne présidentielle démarrera. En outre, si Nicolas Sarkozy ne tarit pas d'éloges à propos de Xavier Bertrand, personne ne l'a encore entendu évoquer l'hypothèse de sa nomination Rue La Boétie.

« Véritable patron »

En revanche, le chef de l'État a pensé à de nombreuses reprises confier l'UMP au fidèle Brice Hortefeux. Il lui en a même parlé, en s'attirant chaque fois la même réponse : le ministre de l'Immigration changerait bien de casquette - il rêve de l'Intérieur -, mais refuse de quitter le gouvernement. Avant l'été, en guise de preuve de sa bonne volonté, il a laissé entendre que s'il fallait quelqu'un pour remplacer Jean-Pierre Raffarin à la tête du conseil national en octobre, après l'élection du président du Sénat, il se dévouerait. Mais il n'a pas réitéré son offre de services depuis la rentrée, de peur d'encourager Nicolas Sarkozy à lui proposer à nouveau de remplacer Patrick Devedjian.

Le président est donc contraint de faire avec Devedjian, et ces derniers temps, il arrive même à se montrer aimable avec lui. Il lui a souhaité son anniversaire la semaine dernière et il l'a invité à l'accompagner en Syrie demain. En revanche, il ne lui laisse aucune latitude sur le plan politique. C'est lui le « véritable patron » de l'UMP. L'équipe dirigeante, Devedjian compris, s'en est encore

rendu compte hier matin, à l'occasion de son rendez-vous hebdomadaire avec Nicolas Sarkozy. De fort bonne humeur, le chef de l'État s'est longuement étendu sur le PS et sur ses différences avec l'UMP. Il a expliqué en substance : « L'UMP a un projet, un leader -tous les participants ont compris qu'il parlait de lui-même -et elle parle de la France. Le PS, lui, n'a pas de projet, pas de leader, et il ne parle que du PS. » Il a estimé que la majorité était « en forme parce qu'elle prend des initiatives », en disant à propos du revenu de solidarité active que c'était « la grande réforme du quinquennat ». Il ne s'est pas vraiment agacé des critiques que s'attire le RSA dans la majorité ; il a juste remarqué que l'ancien ministre du Budget Alain Lambert avait « exagéré », tout en ajoutant qu'il l'aimait beaucoup. Et il a surtout distribué ses conseils, comme d'habitude. Les participants ont été invités à « s'ouvrir à gauche avec (leurs) idées ». « Votre règle doit être le débat sur nos propositions », leur a également rappelé Sarkozy.

Le président a aussi suivi de près l'organisation du « campus » de Royan, chargeant ses conseillers personnels de renouveler le genre de l'université d'été. Le journaliste Patrick Buisson, les conseillers en stratégie et en communication Pierre Giacometti et Jean-Michel Goudard et le publicitaire Christophe Lambert ont aussi travaillé, chacun dans leur domaine, aux moyens d'améliorer la perception du parti présidentiel par l'opinion. La semaine prochaine, en plus des multiples réunions sur ce sujet à l'Élysée, un comité de suivi de la « marque UMP » devrait se réunir Rue La Boétie. Il aura lieu si possible tous les jeudis. L'UMP a aussi commandité plusieurs enquêtes, une qualitative qui sera menée en interne, et deux autres, une qualitative et une quantitative, en externe. La liste des questions, qui doit encore faire l'objet d'une réunion aujourd'hui, est censée être bouclée au plus tard la semaine prochaine, pour que les réponses soient disponibles en octobre. Nicolas Sarkozy a bien sûr supervisé le tout. Comme il a veillé au bon déroulement du processus de désignation des chefs de file de l'UMP aux régionales de mars 2010.

C'est à sa demande que les militants seront appelés à voter pour choisir leur candidat un an avant l'échéance. Le chef de l'État a jugé que son parti devait être « exemplaire en matière de démocratie interne ». « En contrepartie, souligne-t-on dans l'équipe dirigeante de l'UMP, il nous demande d'appliquer une discipline rigoureuse. Les dissidents sont sanctionnés, et les secrétaires départementaux qui ne font pas leur boulot remplacés ». Cette dernière tâche a été confiée au député de l'Oise Édouard Courtial. Le jeune secrétaire aux fédérations y a gagné un surnom -« Pol Pot »-, mais aussi l'estime de Nicolas Sarkozy, qui a fait son éloge lors de la réunion de rentrée de l'état-major du parti à l'Élysée. Depuis un an, les responsables locaux de l'appareil ont été changés dans plus d'un tiers des départements, et une vingtaine de nominations devraient encore intervenir en octobre, après l'élection par les fédérations de leur président et de leurs délégués de circonscriptions. La « nouvelle étape » voulue par Nicolas Sarkozy est largement entamée. Le reste dépend de sa réussite et de celle du gouvernement.

Encadré(s) :

Le « campus », mode d'emploi

ADIEU l'université d'été, vive le « campus » ! Sur demande du président et avec l'aide de ses conseillers, l'UMP a essayé de renouveler le genre. La direction promet qu'il n'y aura « pas d'interminables et parfois dispensables discours de rentrée » à Royan, vendredi, samedi et dimanche. Le gouvernement sera tout de même là quasiment au grand complet - des ministres d'« ouverture » comme Jean-Marie Bockel ont même été invités - et ses membres animeront non pas des tables rondes, expression désormais bannie, mais des « chats ». Sur des thèmes, eux, très classiques comme le pouvoir d'achat, l'immigration, les institutions, le développement durable... Le producteur Pascal Nègre a été également invité pour parler téléchargement et création artistique. Une attention qui sera sûrement remarquée à l'Élysée.

Illustration(s) :

Le chef de l'État reproche notamment au secrétaire général de l'UMP la chute des adhésions qui sont tombées à 210 000 alors qu'elles atteignaient 370 000 en janvier.

Meigneux/Sipa